

Barta, novembre 1940

La lutte contre la deuxième guerre impérialiste mondiale

L'origine de la guerre

Pour justifier aux yeux des masses la folie d'une nouvelle guerre, le gouvernement Daladier, commis des deux cents familles, invoqua les agressions de l'Allemagne contre « l'ordre » européen.

Mais « l'ordre européen » que voulait défendre Daladier, c'était l'ordre de Versailles, et Versailles étouffait l'Europe. Ainsi, à nouveau du sang devait être versé pour la défense des rapines de la première guerre impérialiste mondiale.

Le Livre jaune devait démontrer que Hitler n'entendait se laisser entraver par rien, sinon par la force. Ce que fit Daladier en envoyant au front cinq millions d'ouvriers et de paysans, pour la gloire du capitalisme français.

Malheur aux vaincus ! En 1919, le Traité de Versailles obligea l'Allemagne à se charger devant les peuples du monde entier du crime de la première guerre mondiale. Vainqueur momentané de la guerre actuelle, l'Allemagne rejette sur la France le stigmate de fauteur de guerre.

Les accusations mutuelles des belligérants n'ont pas pour but seulement de justifier aux yeux de « leurs » peuples la participation au conflit. Elles doivent aussi et surtout cacher à tous les peuples les vraies causes de la guerre. Si l'humanité est plongée périodiquement dans un cauchemar, c'est la faute de tel ou tel peuple, soit en raison de son militarisme (l'Allemagne), soit qu'il occupe un « espace vital » « nécessaire » aux autres (France et Angleterre).

Maintenant les clameurs s'élèvent de toutes parts. « Nous réorganiserons l'Afrique » proclame l'Axe. « Un ordre nouveau en Asie » clament les généraux du Mikado. « Il s'agit pour nous de survivre » dit Churchill. « Nous voulons simplement que nos paisibles bateaux marchands puissent circuler librement sur toutes les mers » affirme Roosevelt, tandis qu'il soumet à son contrôle les Amériques entières. Voilà comment « l'incident polonais » devient conflit mondial, voilà comment derrière la « lutte pour un ordre européen » se cache la lutte pour un nouveau partage du monde. Ainsi se dévoile à nos yeux la cause réelle de la guerre : l'impérialisme des pays capitalistes « avancés ».

L'impérialisme, base de la guerre.

Qu'est-ce que l'impérialisme (le capitalisme des monopoles né de la libre concurrence) ?

L'impérialisme, c'est la mainmise du capital financier (monopoles, trusts) sur l'économie mondiale. Cette mainmise s'est accomplie de la manière suivante : les pays arrivés les premiers au stade industriel cherchèrent des débouchés et des matières premières sur les autres continents, retardataires économiquement : Afrique, Asie, Amériques, etc... L'Angleterre et plus tard la France s'emparèrent des colonies, du dix-septième au dix-neuvième siècle. Quand d'autres pays devinrent industriels, l'Allemagne, le Japon, etc... Ils ne trouvèrent plus que des miettes. Cette situation leur était d'autant plus intolérable que leur puissance industrielle, basée sur une technique plus avancée, dépassait celle de leurs rivaux. C'est au début du vingtième siècle que le capitalisme de la libre concurrence se transforma en **capitalisme des monopoles**, c'est-à-dire que le globe acheva d'être partagé en sphères d'influence et possessions des pays

capitalistes « avancés ».

Les impérialismes tard venus, « affamés », ne peuvent donc plus obtenir des débouchés et des matières premières qu'au détriment des sphères d'influence et possessions des vieux impérialismes « repus ». En 1914 éclata la première guerre mondiale pour le repartage du globe. Elle tourna à l'avantage des impérialismes « repus », mais ceux-ci durent cependant céder le pas devant un jeune rival qui avait décidé de la victoire : les Etats-Unis.

« La force change différemment chez ces participants du partage, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement égal des entreprises, des trusts, des branches d'industrie, des pays » (Lénine).

Bientôt le Traité de Versailles, imposé par l'Entente, devint caduc, l'Allemagne écrasée se relève rapidement, et d'autre part, les rapports de forces dans le monde changent complètement. Voilà sur quelle base surgit la deuxième guerre mondiale pour le deuxième repartage du globe. La comédie de la « révision pacifique » n'était destinée précisément qu'à cacher ce fait capital aux yeux des peuples.

L'impérialisme, oppresseur des peuples.

« Ce qui est essentiel pour l'impérialisme », dit encore Lénine, « c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires, non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper son hégémonie ».

C'est uniquement dans le but impérialiste d'affaiblir son rival que l'Angleterre se flatte de libérer le continent de la domination allemande, et que l'Allemagne annonce la libération de l'Egypte, de l'Inde, du monde arabe, etc., de l'oppression anglaise. Malgré leurs phrases sur la libération des peuples opprimés par d'autres qu'eux-mêmes, les pays impérialistes en lutte font en réalité un front unique contre la liberté des peuples. Si l'Allemagne voulait réellement libérer les Indes, ce n'est pas Gandhi qu'elle exalterait comme promoteur de cette libération, car l'homme qui se trouve à la tête de la « désobéissance passive » n'est que l'agent des lords pour briser ce mouvement.

L'internationalisme

« Les alliances pacifiques préparent la guerre et surgissent à leur tour de la guerre, se conditionnant l'une l'autre, engendrant les alternatives de lutte pacifique et non pacifique sur une seule et même base, celle des liens et rapports impérialistes entre l'économie et la politique mondiale » (Lénine).

Tant que subsiste l'impérialisme (le capitalisme des monopoles) la paix n'est qu'une trêve entre deux guerres. La lutte pour la paix se transforme ainsi en lutte contre le capitalisme impérialiste.

Mais la lutte anti-capitaliste ne peut être menée que sous la direction du prolétariat industriel. Si la bourgeoisie, par le nationalisme, luttait encore au dix-neuvième siècle contre le particularisme et le morcellement féodal, actuellement, dans les pays impérialistes, son « patriotisme » (contrairement à celui des masses) n'est plus qu'un paravent commode ; derrière, elle poursuit son brigandage international. Au vingtième siècle c'est le prolétariat qui, par l'internationalisme de classe, peut seul lutter contre le morcellement national de l'économie mondiale et mettre fin à la guerre. Dans cette voie ses alliés naturels sont les autres classes opprimées de la société bourgeoise, ainsi que les peuples coloniaux et opprimés.

Nous allons donc examiner la politique prolétarienne avant et pendant le conflit actuel. Commençons par débayer le terrain des mensonges et calomnies de la bourgeoisie pour discréditer les ouvriers.

Les causes de la défaite

L'ignoble défaite de juin 1940 révéla la complète pourriture de la bourgeoisie française.

Le peuple en exode désignait spontanément, mais d'autant plus sûrement, les responsables du désastre : hommes d'Etat, diplomates, capitaines d'industries, bureaucrates, officiers et gardes mobiles en fuite, c'est-à-dire les classes dirigeantes et leur Etat.

Devant la colère menaçante des masses la bourgeoisie fut prise de peur et annonça elle-même la punition des « responsables ». Elle pensait gagner de cette façon du temps et laisser la colère du peuple s'apaiser. Mais on vit bientôt que la bourgeoisie entendait cette justice comme un moyen d'échapper à ses propres responsabilités et comme une occasion de se venger de la classe ouvrière.

Les 40 heures

Elle essaya d'abord de dresser contre celle-ci les paysans et les petites gens en accusant les ouvriers de paresse ; si nous n'avons pas eu assez d'avions, la faute aux quarante heures !

Belle occasion de revanche !

Toujours la bourgeoisie rejette les fautes de l'exploitation capitaliste sur la paresse des ouvriers. Cependant que, dans la recherche du profit, les entreprises éliminent de la production des masses croissantes de producteurs et les transforment en sans-travail inutiles à la société.

Ainsi en France, pendant les quarante heures qui n'ont duré d'ailleurs que six mois, il y avait 400 000 sans-travail et 400 000 chômeurs partiels. Le mode de production capitaliste rendait inutile cette partie du prolétariat et exténuait l'autre en la faisant travailler soixante heures avant même que le conflit éclate. Sur la base de la propriété capitaliste, il ne pouvait être fabriqué davantage d'avions : le profit des capitalistes aurait baissé. Actuellement les aciéries américaines travaillent à 93% de leur rendement, mais douze millions de chômeurs pèsent sur l'économie du pays. C'est pourquoi le mot d'ordre de la Quatrième Internationale : « expropriation des industries travaillant pour la guerre » donnait la clé d'une défense efficace du pays. Contrairement à ce que veut faire croire la bourgeoisie, ce n'est pas dans les quarante heures mais bien dans les soixante heures que se trouve une des causes de la défaite.

Le procès de Riom

A Riom, ce sont des ministres et gros personnages qu'on « accuse » ; mais là encore, c'est aux ouvriers qu'on s'en prend. La classe ouvrière n'a pas seulement été paresseuse mais encore sa politique – que ces Messieurs sont censés avoir représentée – a mené le pays au désastre. Certes, nous ne contestons pas que les ministres arrêtés ont reçu le « baptême rouge » par leur alliance avec les chefs communistes dans le « front populaire » ; mais leur politique au gouvernement fut dirigée contre le prolétariat, contre le mouvement de masse qui précéda cette guerre. Ils ont aidé la bourgeoisie à reprendre de la main gauche ce qu'elle avait été obligée de céder de la main droite. En un mot, ils furent au service non pas des ouvriers, mais des capitalistes.

Quand Blum est accusé d'avoir trahi au profit de l'Espagne, c'est évidemment des ouvriers qu'il s'agit : n'est-ce pas eux qui manifestaient « des avions, des canons pour l'Espagne ! » ? Cette revendication était l'expression véritable d'une politique extérieure propre au prolétariat qui, en aidant la Révolution espagnole, s'opposait effectivement à la guerre impérialiste et ses conséquences. Mais Blum, exécutant les volontés des deux cents familles, vola aux héroïques défenseurs d'Irun leurs propres armes et les livra ensuite aux fascistes ; la victoire de Franco, en éloignant le péril rouge, a précipité la guerre impérialiste. Si la politique de Blum a été désastreuse pour le pays, c'est que son action avait pour but de sauver la domination de classe de la bourgeoisie française sur le prolétariat.

Un peuple qui en opprime un autre...

La politique des gouvernements « Front Populaire » étant celle qu'a menée la bourgeoisie après Versailles, politique symbolisée par Briand et Poincaré – Société des Nations et fermeté – pourquoi a-t-elle finalement conduit la France à la défaite ?

Parce que « *La position de la France dans le monde, telle qu'elle a été fixée par le Traité de Versailles, ne correspond aucunement aux ressources réelles de la République. Sa population ne s'accroît pas. L'économie stagne. Elle n'a pas de pétrole à elle. Les provisions en charbon sont insuffisantes. Les finances ébranlées. Plus que dans tout autre pays, la sécurité nationale de la France dépend des autres pays : de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, sinon de l'URSS. La guerre rejettera la France au rôle d'une puissance de seconde zone. En même temps que la situation mondiale de ce pays, son ordre social sera ébranlé* » (Trotsky, 9 août 1937). Sur quoi ce pronostic était-il basé ?

Maintenir en esclavage soixante-dix millions de coloniaux et faire en même temps le gendarme de l'Europe fut possible à la France tant que les peuples du Continent ne se furent pas relevés des désastres provoqués par la guerre. Mais quand elle eut devant elle un peuple de quatre-vingt millions d'hommes qui entendait revendiquer pour lui – par la force – la « mission » de maintenir « l'ordre européen », cette tâche s'avéra au-dessus de ses forces : sur le terrain de l'impérialisme, la France devait finalement céder le pas à l'Allemagne.

Mais si la France, dirigée par le prolétariat, avait libéré « ses » colonies, le soutien, non seulement des coloniaux exploités par la bourgeoisie française, mais encore de tous les peuples opprimés, l'aurait rendue invincible. Un peuple qui en opprime un autre doit s'attendre à être OPPRIME A SON TOUR.

La seule voie

Le rôle réactionnaire et anti-national de la bourgeoisie, complètement dévoilé par la guerre, s'exprime actuellement sans équivoque dans l'action de ses deux sauveurs : Pétain et De Gaulle. Par l'un elle se jette dans l'étreinte mortelle de Hitler, par l'autre, elle lutte pour la **revanche**, pour un nouveau Versailles dicté par l'impérialisme anglais. Mais dans un cas comme dans l'autre, son rôle ne peut plus être que celui d'exécutant docile. Plus que jamais la domination de la bourgeoisie signifie pour la France bassesse et servilité.

C'est seulement la voie prolétarienne qui reste ouverte au relèvement de la France. Les ouvriers français unis aux ouvriers européens dans la même lutte anti-impérialiste – l'impérialisme français, allemand, italien et espagnol – mettront fin à l'exploitation de classe et à l'oppression nationale sur le Continent. Le succès du prolétariat européen est assuré par la situation sans issue de l'Europe dans le monde capitaliste. Nous allons le démontrer en donnant une réponse aux questions suivantes : Hitler a-t-il vaincu définitivement ? Hitler organise-t-il un « nouvel ordre européen » ?

Victoire de Hitler ?

Quand l'Europe était maîtresse du monde, sa domination assurait à la première puissance continentale l'hégémonie sur le globe entier. Tel est le secret de la politique traditionnelle anglaise, le fameux « équilibre » vis-à-vis des pays européens. Mais hélas ! Le temps est révolu où l'Europe était le centre économique du monde. Un court processus historique, à peine quatre cents ans, a préparé le développement inouï des forces productives ailleurs que sur le vieux continent. Chassés par les persécutions acharnées des classes dominantes, les meilleurs éléments de la société monarchiste avaient émigré dans le nouveau monde. Là, les conditions naturelles du continent, unies au savoir-faire des artisans européens, ont jeté les bases d'une économie qui, au vingtième siècle, dépasse les autres parties de l'économie mondiale.

Cette prédominance de l'économie américaine n'assura cependant l'hégémonie de l'Amérique que par suite de la première guerre entre les impérialismes européens. Tandis que l'Europe se ruinait, l'Amérique se fortifiait et s'enrichissait. La première guerre impérialiste, née de l'antagonisme anglo-allemand, consacra la victoire de... leur rival américain sur l'Europe et sur le monde. Il faut donc examiner la question en partant de ce fait décisif. Car les victoires de Hitler sur le continent ne suppriment pas, mais au contraire accroissent la dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'Amérique.

Europe et Amérique

Les journalistes à la solde de Hitler dépensent beaucoup d'encre pour nous rassurer sur la victoire de ce dernier. Pour ce faire, ils escamotent le problème essentiel, les rapports entre l'Europe et l'Amérique. Écoutons un Monsieur Stanislas : « *Le Président des Etats-Unis sait fort bien que son peuple ne le suivrait pas dans une lutte pour arracher l'hégémonie de l'Europe à l'Allemagne. Par contre il aurait son peuple entièrement derrière lui si le chancelier Hitler voulait attaquer le Canada* » (Aujourd'hui, 2 octobre 1940). Tout simplement ! Cependant, les gens sérieux qui parlent au nom du capital financier allemand, posent la question tout autrement : « *Il faut que les Etats-Unis renoncent à être en même temps premier exportateur industriel et premier exportateur financier* » (Dr Funk).

Dilemme que l'impérialisme américain ne pourra jamais accepter.

Le capitalisme américain a, plus que tout autre, besoin du monde entier comme champ d'action, à la fois comme exportateur de produits industriels et de capitaux.

« L'Amérique accumule annuellement sept milliards. Que faire de cet argent ? L'enfermer simplement dans un sous-sol, c'est en faire un capital mort qui diminuera les profits du pays. Tout capital exige des intérêts. Où placer les fonds disponibles ? Le pays lui-même n'en a pas besoin. Le marché intérieur est sursaturé, il faut chercher une issue à l'extérieur. On commence à prêter aux autres pays, à investir des fonds dans l'industrie étrangère. Mais que faire des intérêts ? Ils reviennent en effet en Amérique. Il faut ou bien les placer de nouveau à l'étranger s'ils sont en espèces, ou bien, au lieu de toucher de l'or, importer des marchandises européennes. Mais ces marchandises saperont l'industrie américaine, dont l'énorme production a déjà besoin d'un débouché extérieur. Telle est la contradiction. Ou bien importer de l'or dont on n'a que faire, ou bien, au lieu d'or, importer des marchandises au détriment de l'industrie nationale... C'est pourquoi l'Amérique a de plus en plus besoin de s'étendre, c'est-à-dire d'investir le superflu de ses ressources dans l'Amérique latine, en Europe, en Asie, en Australie, en Afrique » (Léon Trotsky).

Avant même que le conflit éclate ouvertement, un déplacement considérable de forces se fait en direction des Etats-Unis. Ce que Hitler a conquis – sources de faiblesse prochaine – pâlit devant les rapines « pacifiques » de Roosevelt : monopole sur les deux Amériques, où le capital anglais et allemand occupait des positions considérables, protection de l'« Empire » britannique, mainmise sur les positions stratégiques qui commandent les océans ! En affaiblissant l'Angleterre, l'Allemagne a joué jusqu'à maintenant le rôle de **soldat de l'Amérique**. C'est là un des aspects de la dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'Amérique. Ce n'est donc nullement l'hégémonie d'Hitler en Europe que craint Roosevelt. La vraie question est la suivante : quelle place le capital financier américain laissera-t-il au capital financier européen dans l'économie mondiale ? C'est la guerre qui en décidera, car seule la guerre peut déterminer le véritable rapport de forces.

Défaite de Hitler

Le principe stratégique de Clausewitz – grand théoricien allemand de la guerre – « **possession entraîne**

puissance » trouva une nouvelle vérification par la fin de la guerre de 1914-1918. La formidable armée de Guillaume II fut mise en échec par la situation **historique** de l'Allemagne : ses rivaux avaient sur elle l'immense avantage d'avoir établi leur domination mondiale à une époque où les peuples purent être entraînés dans la voie capitaliste. Mais notre siècle, c'est l'époque de l'émancipation prolétarienne et **coloniale**. Si, contrairement à Guillaume, Hitler réussit à débarquer à Londres, encore moins que celui-ci il atteindra les Indes.

Hitler a vaincu en Europe, mais l'Europe a été vaincue par l'Amérique voici vingt-six ans, quand éclata le premier conflit mondial. Si la flotte italienne est forte en Méditerranée, **la maîtrise des océans appartient à la flotte américaine et anglaise.**

Que vaut l'allié japonais ? Le Japon, c'est le colosse aux pieds d'argile. Le criant contraste économique, social, culturel, fait de lui l'impérialisme le plus féroce, mais le plus vulnérable : son industrie avancée couronne une économie agraire quasi-féodale ; 70 % de la population agricole cultive 33 % de toute la terre arable ; les rapports de **propriété** sont pires : 7,5 % des propriétaires possèdent 50 % de la terre, tandis que 50 % des propriétaires en possèdent 9% ! C'est avec raison que la Quatrième Internationale voit dans le Japon un des premiers chaînons capitalistes destinés à se rompre.

L'Allemagne et l'Italie sont également déchirées par de terribles contradictions sociales. La guerre n'est que l'expression renversée de ces contradictions. Hitler et Mussolini échappent à leur faillite en portant à l'extérieur le dynamisme explosif des forces productives allemandes et italiennes. Tout revers, ou même tout piétinement sur place, menace de faire exploser leur machine de guerre : ils sont contraints à l'offensive permanente ; ils doivent briser aussi coûte que coûte, leur **encercllement européen**. Cette situation stratégique poussa autrefois Napoléon à sa campagne de Russie !

Un « ordre nouveau » en Europe ?

Quel a été le résultat de la première guerre impérialiste mondiale ?

*« L'Europe, après la guerre est tombée dans une situation plus pénible qu'avant 1914. Mais la guerre n'a pas été un phénomène fortuit. Ça a été le soulèvement aveugle des forces de production contre les formes capitalistes, y compris celles de l'Etat national. Les forces de production, créées par le capitalisme, ne pouvaient plus tenir dans le cadre des formes sociales du capitalisme, y compris le cadre des Etats nationaux. De là, la guerre. Quel a été le résultat de la guerre pour l'Europe ? Une aggravation considérable de la situation. Nous avons maintenant les mêmes formes sociales capitalistes, mais plus réactionnaires ; les mêmes barrières douanières, mais plus hérissées d'obstacles ; les mêmes frontières, mais plus étroites ; les mêmes armées, mais plus nombreuses ; une dette accrue, un marché restreint. Telle est la situation générale de l'Europe. Si, aujourd'hui, l'Angleterre se relève quelque peu, c'est **au détriment de l'Allemagne** ; demain, ce sera l'Allemagne qui se relèvera **au détriment de l'Angleterre**. Si la balance commerciale d'un pays accuse un excédent, la balance d'un autre pays accuse un passif correspondant » (Trotsky, 1926).*

Jusqu'à la défaite de juin, la presse entretenait les lecteurs sur la future « organisation européenne » qui aurait été la conséquence de la victoire des Alliés : les souvenirs du Traité de Versailles hantent en effet les masses et les jettent dans l'indifférence quant à l'enjeu du conflit. Mais tels sont les méfaits de l'anarchie capitaliste, que tous les dirigeants impérialistes sont obligés de susciter le mirage d'un « ordre nouveau » pour gagner l'appui des masses ; et le chœur payé, Déat en tête, chante maintenant sur tous les tons la nouvelle organisation européenne « en train de naître », conséquence de la victoire de Hitler. Hitler « l'unificateur » du continent, voilà le slogan.

Si c'était vrai, cela entraînerait des conséquences décisives pour nous marxistes ; il faudrait alors réviser,

théoriquement et pratiquement, notre attitude vis-à-vis du fascisme. Car, quels que soient les moyens employés, une unification de l'Europe, même sur des bases capitalistes, serait un point de départ pour une nouvelle croissance des forces productives et donc de la culture européenne (Voir les thèses de La Quatrième Internationale et la Guerre, 1934).

Dans le Temps, publié dans la zone dite « non occupée », un article paru cet été envisageait ainsi la nouvelle situation économique en Europe : « Etant donné l'écrasante supériorité de l'industrie allemande sur ses concurrents, il paraît de l'intérêt de l'Allemagne de supprimer les barrières douanières en Europe. Cependant elle se garde bien de le faire ». Bien entendu ! La suppression des frontières et des barrières douanières, en donnant un nouvel essor au développement économique et culturel, saperait la base même du fascisme – l'économie nationale – et préparerait des bases infiniment meilleures pour une offensive révolutionnaire des masses, ultérieure. Non, le fascisme, comme toute bureaucratie, tend à sa propre conservation, et ce n'est ni aujourd'hui, ni demain qu'il disparaîtra **volontairement** de la scène, pour le plus grand bien de l'humanité.

En réalité, la victoire européenne de Hitler a engendré les mêmes maux que ceux du Traité de Versailles. Ce n'est pas parce que ses armées occupent l'Europe qu'il y a moins de frontières, moins de barrières douanières, moins de dettes, un marché plus large, une monnaie stable, moins d'oppression nationale. Hitler occupe la Hongrie et la Roumanie auxquelles il a octroyé une paix, mais entre ces deux Etats subsiste et est aggravé tout ce que Versailles avait établi ; seulement, à la place de la « Grande » Roumanie, il y a maintenant la « Sainte » Couronne d'Etienne. L'Europe entière est ainsi divisée et compartimentée : sur une base plus pauvre que celle de Versailles, sur les ruines de tous les Etats européens, Hitler étend les tentacules du capital financier allemand. Ce genre « d'unification » le capital anglo-français l'avait déjà réalisé auparavant. Mais dix forçats enchaînés constituent-ils une union ? Le nouvel ordre d'Hitler, c'est toujours le vieux désordre capitaliste.

Mais telle est la chute effroyable provoquée par la deuxième guerre impérialiste, que les perspectives tracées par les nouveaux « organisateurs » de l'Europe prévoient le maintien de l'autarcie **après la paix sur le continent**. L'autarcie, comme chacun le sait a pour but de faciliter le fonctionnement de l'économie en cas de conflit (Mussolini). Concentrant entre ses mains toute l'économie européenne, le Reich veut transformer les autres pays en « hinterland », en économie complémentaire. La France, « jardin de l'Europe », répond à ce plan ; les ouvriers étrangers qu'attire l'Allemagne pour remplacer les Allemands transformés en gardes-chiourmes des autres pays en est également ; ainsi conçue, l'autarcie européenne doit à bref délai enchaîner les peuples et les ramener loin en arrière. Mais, comme les autres, ce plan échouera !

Les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

La part de l'Europe dans l'économie mondiale a considérablement décliné après la première guerre mondiale. En essayant d'agrandir la part de l'impérialisme allemand dans une Europe déjà appauvrie, Hitler a consommé la ruine du continent. Des anciennes possessions coloniales de l'Europe il ne reste presque rien. Et avant que Hitler ne vainque l'Angleterre, l'Amérique réduira le vieux monde à la portion congrue, ne lui laissant que de quoi ne pas mourir de faim.

Et quel est le sort réservé aux nations ? « Une nouvelle guerre », avertissait la Quatrième Internationale en 1934, « recouperait l'Europe en obéissant à la carte militaire, mais non pas en se conformant aux frontières des nations ». Si la bourgeoisie allemande a découpé la France, c'est que la bourgeoisie française n'a pas suffisamment (!) morcelé l'Allemagne par le Traité de Versailles. Qu'est-ce que va encore nous apporter une victoire anglaise ? Sur des bases **capitalistes** la voie est fermée à un relèvement de l'Europe. « La tâche de permettre une autodétermination absolue et la collaboration pacifique de tous les peuples de l'Europe ne peut être résolue que sur la base de l'union économique d'une Europe purgée de la domination

bourgeoise ».

Seul le prolétariat réalisera l'unification économique de celle-ci, cette union étant la condition **première** de l'édification d'une économie planifiée. Seul le prolétariat au pouvoir peut libérer les peuples de la prison autarcique de Hitler, car son pouvoir est dirigé contre l'oppression. En un mot, seul le prolétariat peut « **chasser ceux qui ont morcelé l'Europe, prendre le pouvoir pour unifier cette dernière et créer les Etats-Unis Socialistes d'Europe** ».

La défense de l'URSS

Si la bureaucratie soviétique, conservatrice et réactionnaire, a dissipé la crainte que la bourgeoisie nourrissait à l'égard de Moscou, cependant celle-ci ne peut pas tolérer indéfiniment qu'un sixième du globe échappe à son contrôle. Dépecer l'URSS et la coloniser, voilà ce qui, pour quelque temps, ouvrirait une issue à la crise générale du capitalisme. Les Thèses de la Quatrième Internationale sur la Guerre (1934) attirent l'attention du prolétariat sur le fait que « *toute grande guerre **indépendamment des motifs qui seront à son origine**, posera d'une façon tranchante la question de **l'intervention militaire en URSS avec le but de transfuser du sang dans les veines sclérotiques du capitalisme*** ».

Après le dépècement de la Pologne, il sembla que Staline par son entente avec Hitler, avait non seulement détourné de l'URSS le danger militaire anti-soviétique, mais encore avait réussi à renforcer considérablement la position stratégique de celle-ci par l'annexion successive d'anciennes provinces russes. Parlant au Soviet Suprême de l'URSS, le premier août 1940, Molotov énumère les victoires remportées sur le monde capitaliste : « *Le pays des soviets compte vingt-trois millions d'habitants de plus. L'URSS peut parler au nom de cent quatre-vingt treize millions d'habitants* » (L'Humanité, 5 août 1940).

Ainsi posée, la question de la soviétisation du monde se ramène à une simple progression géographique de l'Union Soviétique.

Mais comment ces résultats ont-ils été obtenus ? Car, aussi profondes que soient les contradictions entre les impérialistes, ils se sont toujours unis quand ils ont considéré l'avance du prolétariat menaçante pour leur domination de classe. Le Kaiser allemand avait conclu avec Lénine une « paix » séparée (**après** que la résistance soviétique fut brisée), dans l'espoir que le régime de celui-ci s'effondrerait bientôt, l'essentiel étant de battre ses concurrents impérialistes pour être à même de prendre la part du lion des dépouilles des Soviets ; mais quand il s'avéra que le régime de Lénine était durable, quatorze nations capitalistes intervinrent contre la dictature du prolétariat. Malgré leurs intérêts opposés en Espagne, les impérialistes firent bloc contre la révolution ; **l'intervention** de Mussolini et de Hitler fut complétée par la non-intervention de Blum et de Lord Perth, qui, empêchant de leur mieux l'aide des ouvriers français et anglais au prolétariat espagnol, provoquèrent le retrait des brigades internationales.

« C'est la force considérable de l'URSS qui a empêché l'intervention capitaliste ». Bien sûr, la force est un argument appréciable contre les impérialistes. Mais la force au service de la révolution (du socialisme), aurait dû précisément hâter le front unique impérialiste, comme à Munich. Qu'est-ce qui a donc pu déterminer Hitler à régler leur compte d'abord à ses adversaires capitalistes, avec l'aide de Staline ?

C'est que l'accord germano-russe liquidait le dernier mouvement ouvrier en Europe : l'anti-fascisme. Le renoncement provisoire de Hitler à attaquer l'URSS fut acheté par la **destruction politique du prolétariat français**. La politique internationale de la bureaucratie a facilité **l'écrasement des prolétariats par leur propre impérialisme**. Si Staline peut parler aujourd'hui au nom de l'Union Soviétique agrandie de vingt-trois millions d'habitants, Hitler parle au nom de l'Europe entière. Le **bilan** se solde par une perte décisive pour l'URSS. Le prolétariat mondial s'écroule : mais les bureaucrates « construisent » « le socialisme sur un sixième du globe » !

Mais déjà mûrissent les fruits amers de la politique de Staline. L'Allemagne et l'Italie ont signé en septembre dernier un nouveau pacte avec le Japon. Jadis, quand les mêmes puissances étaient liées contre l'Union Soviétique, Staline appelait les ouvriers des pays impérialistes « démocratiques » à une lutte à mort contre le pacte **anti-Komintern** ; il ne renonça à la lutte contre le fascisme « fauteur de guerre » qu'en signant l'accord germano-soviétique ; l'accord lui-même étant justifié comme la fin du pacte anti-Komintern (L'Humanité). Aujourd'hui, c'est avec les bénédictions officielles de la presse soviétique qu'est signé le pacte... « à trois » (sic). Mais ce n'est pas la première fois que Staline, pour couvrir sa défaite, chante victoire !

Le pacte « à trois » est conclu dans le but d'opposer à toute extension du présent conflit « la résistance solidaire des trois puissances ». Si l'un des signataires se trouvait en guerre avec une puissance **non impliquée** dans le conflit européen, les deux autres se porteraient à son secours, avec tous leurs moyens. Or, les puissances **non impliquées** dans la guerre sont encore l'URSS et les Etats-Unis. Le pacte peut être dirigé contre les Etats-Unis ; mais il lie **d'abord** les poings et les pieds de l'Union Soviétique.

Hitler revient à ses premières amours...

Le pacte germano-soviétique laissait l'entière liberté à l'URSS en Asie ; un conflit de celle-ci avec le Japon obligeait l'Allemagne à la **neutralité**. Le pacte « à trois » contraint l'Union Soviétique à ne plus bouger, sous la menace de l'Axe uni au Japon. L'URSS doit contribuer, en les approvisionnant, au renforcement de ses ennemis militairement les plus dangereux.

Mais quels sont les vrais rapports entre l'Allemagne impérialiste et l'Union Soviétique ? Quelques jours avant que Molotov se rende à Berlin, le 8 novembre 1940, Hitler ne craint pas d'avouer qu'il fait la guerre à l'Angleterre à **contrecœur** : « *Jusqu'au dernier moment, même encore quelques jours avant le déclenchement de la guerre, je me suis EFFORCE de réaliser mes anciennes visées en matière de politique extérieure* ».

Contraint à la guerre contre l'Angleterre, Hitler veut-il réaliser ses « anciennes visées » – détruire l'économie planifiée de l'URSS et rétablir le capitalisme – sinon par les armes contre l'Union Soviétique, du moins par la capitulation de Staline-Molotov ?

La IVème Internationale et l'URSS

Staline n'ose pas rappeler ces « anciennes visées » ; son porte-parole Molotov proclame seulement sa « fidélité » à la politique de paix ! Et, il va à Berlin entouré d'experts pour assurer les « arrières » de Hitler : en fait Staline transforme l'Union Soviétique en un dépôt d'approvisionnement des puissances **anti-Komintern**.

Mais les puissances de l'Axe voudront de plus en plus exercer un contrôle sur ce « dépôt » ; elles exigeront l'adaptation du plan à leurs besoins ; dans la perspective d'un prolongement durable de leur « amitié » avec l'Union Soviétique, les impérialistes de l'Axe détourneront **le plan vers leurs buts à eux** et, en rompant son équilibre, rétabliront le capitalisme. Voilà à quel prix Staline, ou plutôt son **successeur**, s'assurerait une collaboration définitive avec Hitler.

Si, au contraire, à un moment donné, Staline veut résister à cette pression qui mène au gouffre, alors ce ne sont pas les « serments de fidélité » à la paix de Molotov qui empêcheront Hitler de réaliser ses « anciennes visées » par les armes. Et quel sera l'instrument tout prêt de cette intervention ? Le pacte... « à trois » que la presse soviétique accueille favorablement et que Molotov renforce par son action diplomatique.

L'URSS, que chaque ouvrier doit défendre contre ses ennemis capitalistes, est mise en danger par la bureaucratie. Le prolétariat mondial ne peut défendre l'URSS qu'en s'arrachant à la bureaucratie et à ses combinaisons diplomatiques : le **sauvetage** des conquêtes historiques d'Octobre 1917 dépend de la Quatrième Internationale.

Le prolétariat et la deuxième guerre mondiale

« **L'ennemi principal de chaque peuple se trouve dans son propre pays** » fut la doctrine sur laquelle s'appuya la Troisième Internationale dans sa lutte contre la guerre. Elle se posait comme tâche, si son action n'avait pas pu empêcher le conflit, de « **transformer la guerre impérialiste en guerre civile** ».

Staline rompit avec Lénine sur cette question le 2 mai 1935. En signant avec Laval « l'alliance » franco-soviétique, il reconnaît à la France le droit de s'armer « au niveau de sa sécurité ». Il va sans dire, l'impérialisme français n'avait pas besoin de la permission de Staline pour préparer sa guerre ; mais il fallait la justifier devant les masses : si Staline veut « l'appui » de la France (impérialiste) contre l'Allemagne il doit « réconcilier » les ouvriers français avec la « défense nationale » de la bourgeoisie. La Section française de l'Internationale Communiste se mit à remplir cette tâche avec ardeur.

L'anti-fascisme.

Pour justifier le tournant, une nouvelle théorie, bâtie de toutes pièces, prit la place de la doctrine révolutionnaire de Lénine. La guerre n'est pas due à l'impérialisme, (à tous les pays qui grâce au capital financier exploitent le monde), mais uniquement aux impérialismes fascistes : l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Même après Munich, le 21 novembre 1938, Maurice Thorez déclare devant le Comité central du Parti communiste français : « *On doit dénoncer comme un appui direct au fascisme... les affirmations mensongères que « tous les impérialismes se valent ».* Cette dernière phrase voudrait dissimuler les différences essentielles entre les pays où sévit **la dictature fasciste qui conduit à la guerre et les pays de démocratie intéressés au maintien de la paix** ».

C'est ainsi que Staline mit la saine horreur des masses travailleuses contre le fascisme au service des impérialismes « démocratiques » alliés.

Cette doctrine non révolutionnaire (s'attaquant seulement à une des formes de l'impérialisme), adaptée aux besoins temporaires de la diplomatie bureaucratique (cachée au peuple) entraîna l'abandon de la lutte contre les rapines de son propre impérialisme ; sous le mot d'ordre « le fascisme c'est la guerre » les masses furent mobilisées contre le fascisme... extérieur. La Troisième Internationale dénonça toute mesure révolutionnaire comme du « trotskysme » au service de Hitler : c'est ainsi que furent arrêtées dans leur élan les révolutions montantes de France et d'Espagne. A aucun prix il ne fallait inquiéter les « alliés » démocratiques de Staline et provoquer ainsi la dislocation de la « sécurité collective ». En France la domination des 200 familles ne fut pas ébranlée parce que la grève de juin 36 fut arrêtée par Thorez avant la victoire définitive : « il faut savoir finir une grève ». En Espagne, à la place de mesures décisives – l'expropriation des grosses entreprises, la terre à ceux qui la travaillent – on distribuait les prêches en haut-de-forme de Litvinov à Genève... défendant le statu-quo et mettant au point la définition de « l'agresseur ». La Révolution fut sacrifiée à la « sécurité collective ».

L'accord germano-soviétique

Seule la crainte de révolution avait freiné le déclenchement d'une guerre préventive de la part de l'impérialisme franco-anglais. Mais, Hitler et Mussolini à la tête de bandes fascistes, Staline par sa politique néfaste, chacun à sa manière, vinrent à bout des mouvements révolutionnaires d'après-guerre. La

Troisième Internationale ayant failli à la tâche de renverser le capitalisme mondial, l'impérialisme mit le monde à feu et à sang.

Les journalistes à la solde de l'impérialisme anglo-français ont soutenu que la faute du conflit retombait sur le pacte germano-soviétique, donc sur l'URSS. Ils se taisent pudiquement sur le fait que les « démocraties » avaient tout essayé pour jeter Hitler sur l'Union Soviétique.

Seulement, les pactes ne sont que **l'expression** des « rapports impérialistes entre l'économie et la politique mondiales » : quels qu'eussent été, au début, les partenaires et les adversaires, la guerre était inévitable. Si un an plus tard, les rédacteurs de L'Humanité (septembre 1940) proposent eux aussi leur pacte « sauveur », ils reprennent simplement l'idée bourgeoise de la possibilité de la réalisation de la paix en régime capitaliste : « Dès lors le sauvetage de la paix devenait possible... par un **règlement européen général** réalisé avec la participation de l'URSS ».

L'article, intitulé « On veut blanchir les responsables », est destiné à laver en premier lieu la politique des « chefs » communistes qui ont été et sont encore partisans de tel ou tel pacte diplomatique **secret** !

L'impérialisme étant non pas une tendance politique, mais une réalité économique (Lénine), il est clair pour tout ouvrier qui réfléchit que la conclusion d'un pacte déterminé est **forcément** dirigé **contre** un autre groupe de puissances : mais un règlement général des impérialistes avec la participation de l'URSS (socialiste !) est simplement du domaine des contes de fées. Ainsi la « sécurité collective » ne pouvait pas ne pas être dirigée contre l'Allemagne ; le pacte anti-Komintern et de Munich contre l'URSS ; l'accord germano-soviétique contre la France. A la politique des pactes secrets des chefs communistes, la Quatrième Internationale oppose la lutte bolchévique : « **A bas la diplomatie secrète !** »

La Troisième Internationale et la guerre.

Si la cause de la guerre est dans l'impérialisme et non dans l'accord germano-soviétique, la politique stalinienne en est responsable au point de vue du prolétariat. Ayant abandonné la politique de Lénine qui mettait tous les impérialismes « dans un même sac », l'Internationale communiste mobilisa les ouvriers de tous les pays contre l'impérialisme allemand. Quand les ouvriers français furent contraints aux soixante heures, avant le conflit, les chefs communistes n'appelèrent pas à la grève générale pour ne pas affaiblir la « lutte » contre Hitler. Malgré leur bourgeoisie haïe, les ouvriers donnèrent leurs nerfs et leurs muscles en pensant qu'ainsi ils combattaient le fascisme. Jusqu'au jour où les deux « ennemis mortels », Staline et Hitler, se donnèrent fraternellement la main : la mobilisation générale trouva les ouvriers, d'une part devant l'accord germano-soviétique, d'autre part devant le vote des crédits de guerre à Daladier par les députés « communistes ». Quelle résistance pouvaient-ils dès lors opposer aux plans de l'Etat-major ? La politique stalinienne les avait rendus impuissants.

Ce n'est qu'**après** le partage de la Pologne que Staline désigna ouvertement l'impérialisme franco-anglais comme fauteur de guerre ; ce n'est qu'**après** le partage de la Pologne que le groupe communiste à la Chambre exigea, par une lettre ouverte à Herriot, la « signature immédiate de la paix » par des pourparlers. Cette position pouvait paraître semblable à celle des bolchéviks pendant la première guerre impérialiste. Mais rien n'en est plus éloigné : la revendication bolchévique surgissait **en pleine mêlée** ; les bolchéviks posaient comme condition préalable le renoncement à toute annexion par les belligérants, condition qui frappait en plein la politique impérialiste. Un nouveau Munich, même avec la participation de l'URSS, aurait dû consacrer les rapines de Hitler, contre lesquelles les chefs « communistes » n'ont pas un moment élevé leur voix. Une vraie paix, ça ne pouvait être qu'**une paix sans annexions**. Car, si treize millions d'Ukrainiens et de Biélorussiens ont été libérés par l'URSS du joug du capitalisme polonais, vingt-sept millions d'ouvriers et de paysans polonais ont trouvé chez Hitler non seulement une exploitation de classe accrue, mais encore une oppression nationale féroce. Mais une paix sans annexion n'était possible que dans une Europe soviétique. En taisant ces conditions matérielles et politiques nécessaires

pour une vraie paix, l'activité « défaitiste » qu'a menée le PCF jusqu'à l'offensive allemande du 10 mai, n'est qu'une caricature du défaitisme anti-impérialiste de Lénine : l'« anti-fascisme » et le « défaitisme » de Staline n'étaient qu'au service de ses « alliés » changeants.

Après la victoire de Hitler sur la France, les chefs communistes changèrent une fois de plus de position : *« Ce que le peuple **ne doit pas perdre de vue**, c'est que de même que le Traité de Versailles qui consacrait la victoire d'un groupe impérialiste sur un autre portait en lui les germes de nouveaux conflits, de même une organisation européenne (!) qui consacrerait la victoire d'un groupe impérialiste sur un autre, ferait planer sur l'humanité la menace de nouveaux conflits »* (Thorez et Duclos, 3 septembre 1940).

Qui, plus que tout autre, ont fait « perdre de vue » au prolétariat cette vérité ? Thorez et Duclos, en appelant de 1935 à 1939 à la défense du Traité de Versailles contre l'Allemagne ; Thorez et Duclos qui même maintenant n'osent pas écrire « les brigandages de Hitler » et mettent à la place pudiquement « une organisation européenne » ; Thorez et Duclos en accusant Trotsky, parce qu'il s'élevait contre le Traité de Versailles, d'être l'agent de Hitler !

La Troisième Internationale joue dans le conflit actuel le rôle que la Deuxième accomplissait pendant le précédent. Si les opportunistes social-démocrates se gavaient dans les ministères tandis que maintenant les députés communistes sont traqués ou emprisonnés, la différence entre eux est seulement matérielle et non pas politique. Déjà, pendant l'autre guerre, les mencheviks russes, incapables de renverser le tsarisme, ne trouvaient pas non plus le moyen de faire l'union sacrée : malgré leur patriotisme, le tsar les envoyait au bagne et en déportation. Si, à l'époque, quelque part dans le monde avait existé une « menchévie » social-démocrate, les souffrances des opportunistes russes auraient reçu un semblant d'internationalisme, en les transformant en défenseurs, non pas de leur propre patrie tsariste, mais de « l'idéal » menchéviste qu'ils étaient incapables de réaliser chez eux. Si les chefs communistes français ne purent pas continuer à servir leur propre bourgeoisie contre Hitler, c'est que leur propre bourgeoisie instaurait chez elle le même régime que celui-ci et entendait se passer du concours des opportunistes. Plus privilégiés que leurs collègues mencheviks, Thorez et Duclos restèrent au service de la « menchévie » dirigeante de l'URSS.

La Quatrième et la guerre.

La Quatrième Internationale a combattu résolument les mascarades montées par Staline pour masquer son abandon de la véritable lutte contre la guerre. Quels sont les résultats du Congrès Amsterdam-Pleyel contre la guerre et le fascisme ? La lutte pour la sécurité collective a-t-elle empêché Staline de tomber dans les bras de Hitler ? Les fusillades des vieux bolchéviks accusés d'entente avec Hitler seront-elles le châtiement de Staline ? La « fidélité » à la paix de Molotov empêche-t-elle l'extension de la guerre dans le monde ? Non. Staline, auquel les ouvriers ont accordé leur confiance, se moque du sort du prolétariat mondial et des peuples asservis ; comme son socialisme, il réalise sa paix, sur un sixième du globe ! Seule la Quatrième Internationale, malgré les accusations misérables lancées contre elle, a lutté patiemment pour le véritable internationalisme. La Quatrième Internationale a préconisé la première le front unique ouvrier contre le fascisme et fut accusée de « social-fascisme » ; les trotskystes ont lutté contre le front populaire avec les bourgeois et furent accusés de « fascisme ». La Quatrième Internationale a lancé le mot d'ordre de boycottage par les ouvriers de l'Italie en guerre contre un pays colonial : Staline fournit à Mussolini du pétrole contre l'Abyssinie. Les trotskystes se sont élevés contre le Comité de « non-intervention » auquel Staline participa au début. Depuis le début du conflit, la Quatrième Internationale a poursuivi une seule ligne : sa transformation en guerre civile.

La voilà, la véritable lutte contre la guerre ! Si elle n'a pas encore vaincu, c'est que les masses font leur expérience jusqu'au bout : En 1914, malgré la trahison de la social-démocratie, celle-ci garda encore longtemps son influence sur de larges couches ouvrières. Nous croyons fermement que cette fois, instruits par le passé, les ouvriers avancés rallieront le drapeau de la Quatrième Internationale avant que le monde, épuisé par la guerre, retombe dans une barbarie impérialiste accrue. La victoire prolétarienne est assurée

sous le signe de la Quatrième Internationale !

Nationalisme et révolution

L'occupation militaire de plus de la moitié de la France a donné l'occasion aux éternels chercheurs de « tactiques » de mettre en avant des mots d'ordres « nouveaux ». C'est ainsi qu'un groupe qui s'intitule « Comité pour la Quatrième Internationale » préconise, devant le danger allemand, la création de comités de « vigilance nationale ». Cette tactique, quelles que soient les réserves dont on en conditionne l'application, constitue une trahison de la lutte de classe et un affaiblissement de la lutte contre l'oppression nationale.

Un prétexte pour lancer des mots d'ordre « nationaux », ce groupe le trouve dans la résistance que les paysans opposent aux réquisitions allemandes. Cependant les paysans envisagent les réquisitions des autorités allemandes de la même façon qu'ils envisageaient les réquisitions des autorités françaises : sur le plan des rapports entre **la campagne et la ville et de la continuation de la guerre** et non pas sur le plan « national ». La seule différence qu'ils font, c'est que l'Etat français n'avait pas encore produit l'inflation, pourtant inévitable pour lui aussi. Les sentiments nationaux des paysans seraient réduits à peu de chose si les Allemands avaient une monnaie stable. La lutte des paysans est une lutte **anti-impérialiste**.

Pour la création des comités de « vigilance » nationale, le groupe en question fait appel à certains bourgeois « pensant français ». Autant faire appel aux habitants de la planète Mars ! Car les thèses du groupe sur la question « nationale » excluent de cette union et la bourgeoisie pro-allemande et la bourgeoisie pro-anglaise. Mais il est clair pour tout militant qui réfléchit qu'en fait ces comités de vigilance ne peuvent donner autre chose que des actions politiques du genre de celle du 11 novembre 1940. Le résultat réel de cette manifestation n'a pas été un affaiblissement de Hitler, mais une exaspération des sentiments **nationalistes**. Elle n'a pu que resserrer les liens entre soldats et officiers allemands chargés de la répression.

La tactique révolutionnaire.

La Quatrième Internationale s'élève contre la violence de classe et nationale que subit l'Europe, violence dont le bastion est constitué par l'impérialisme allemand et italien. La défaite de Hitler et Mussolini, c'est-à-dire la victoire sur eux des exploités, voilà le but que la Quatrième Internationale assigne aux ouvriers d'Europe. Ce but ne peut être atteint que par la lutte de classe. La lutte des ouvriers et des paysans pauvres contre le pillage du pays par l'impérialisme allemand et contre la bourgeoisie française, si elle se heurte – et elle se heurtera – au militarisme allemand, provoquera inévitablement des remous dans l'armée de Hitler ; son caractère **impérialiste** se révélerait non seulement à ceux qui sont trompés par le « socialisme » de Hitler en France, mais surtout aux soldats allemands eux-mêmes.

Le changement que nous avons à introduire après la défaite de l'impérialisme français n'était pas dans la tactique, mais dans le but : notre ennemi principal est actuellement Hitler. Autrefois, avant la défaite de l'impérialisme français, une manifestation nationaliste comme celle du 11 novembre aurait provoqué de notre part – en supposant que nous aurions eu les forces nécessaires – une contre-manifestation ouvrière. Aujourd'hui, **nous ne reconnaissons pas** à Hitler le droit d'interdire quoi que ce soit dans un pays qui n'est pas le sien ; mais nous avons le devoir de mettre les ouvriers en garde contre des manifestations qui contribuent au renforcement de celui-ci et de l'esprit nationaliste en général.

La **résistance passive** contre l'impérialisme allemand correspond, dans le stade actuel de la lutte, au rapport de forces ; elle ne prend de la valeur que si elle est complétée par la lutte active contre notre propre bourgeoisie, non dans ses heurts avec Hitler, mais dans son action anti-ouvrière. Nous prenons le prolétariat d'Europe comme un tout qui, à travers de multiples changements qu'il subira encore dans ses

parties nationales, saura finalement trouver la voie vers une issue prolétarienne. Telle est notre conviction. Les mots d'ordre dits nationaux qui, sous une forme démagogique, exaspèrent les sentiments nationaux, nous les repoussons énergiquement. La force doctrinale de la Quatrième Internationale provient précisément de son intransigeance vis-à-vis des déviations petites-bourgeoises.

Les tâches immédiates

Les organisations ouvrières, principalement la CGT, ont été détruites par la bourgeoisie avec le concours des opportunistes « réformistes ». La tâche la plus urgente pour le prolétariat est donc la reconstruction de ses organismes de défense contre le capital. Recommençant à gravir le chemin déjà parcouru, les ouvriers doivent se réorganiser **en tant que classe**, légalement ou illégalement. Sa propre expérience lui montrera la voie.

Un premier pas dans cette direction, c'est **l'unification des comités de chômeurs** : élection de délégués pour le Congrès des comités de chômeurs, chargés d'examiner les moyens d'améliorer la situation des sans-travail et de résoudre le chômage en général.

Création de **comités d'usines** pour s'opposer aux réductions des salaires en cas de diminution des heures de travail : **un salaire vital minimum, échelle mobile des salaires.**

Boycott des syndicats officiels ! Affiliation syndicale sur la base de l'entreprise en dehors du contrôle de l'État. Pour une nouvelle **Confédération Générale** !

Le plan ouvrier

La bourgeoisie vient de montrer son incapacité complète de sortir la société du marasme où elle-même l'a plongée, par son « plan » de grands travaux publics : un milliard et demi pour démolir la zone et en faire des terrains de sports; 700 millions pour « améliorer » la distribution d'eau; 500 millions au service d'architecture ; 300 millions pour l'enlèvement des ordures ménagères ; VINGT millions pour les chômeurs intellectuels !

En mettant à nu les dépenses **improductives** de la bourgeoisie qui fait retomber ainsi la charge du chômage sur la société, les chômeurs revendiquent pour eux la tâche de la **reprise industrielle**. Ils s'engagent à faire marcher les entreprises fermées par suite de la guerre suivant un plan d'ensemble conçu pour plusieurs années et basé sur les besoins industriels de la société entière : paysans, commerçants, employés, etc... Un tel plan, élaboré par le **Congrès des comités de chômeurs**, répartira les heures de travail entre **tous** les chômeurs : **échelle mobile des heures de travail**. Le financement en sera assuré par les sommes actuellement dépensées inutilement pour les « grands » travaux et par la **confiscation des bénéfices de guerre**. Le **contrôle ouvrier** sur les entreprises assurera l'exécution du plan.

L'alliance de la ville et de la campagne

Le mode de production capitaliste exploite le **petit paysan**. Le gain qui dépasse l'entretien de sa force de travail, il le voit tomber aux mains des grands capitalistes. Par les prix, par les transports, par la cherté des produits destinés à l'agriculture, les banques, les fabricants, les intermédiaires de toutes sortes, grugent le paysan.

Cependant, le marasme complet de la production industrielle après la cessation de la fabrication de produits de guerre, menace de porter à ses extrêmes limites l'antagonisme entre la ville et la campagne. Ne pouvant plus fournir au paysan ni produits industriels dont il a besoin, ni monnaie ayant de la valeur, la ville force le village à se replier sur lui-même. La presse bourgeoise se fait l'écho de faits singulièrement

caractéristiques de cette situation. Ne trouvant plus avantage à l'échange et pour échapper aux réquisitions, les paysans abattent leur bétail. La rupture des liens entre la ville et la campagne menace de famine la population laborieuse des cités. Les réquisitions et les mesures policières s'avéreront impuissantes à subvenir aux besoins de la population pauvre. C'est bien la tâche des ouvriers de renouer les échanges et la solidarité entre paysans et populations des villes.

Le moyen de la « liaison » ouvrière et paysanne c'est le **plan ouvrier** pour la reprise industrielle. En faisant marcher les usines, les ouvriers peuvent fournir aux paysans, en échange de leur bétail, de leur blé, de leur beurre, etc... des produits industriels d'une valeur **correspondante**. La tâche d'organiser cet échange incombe aux **coopératives ouvrières** et aux **coopératives de petits paysans**. Sur le plan de **l'agitation**, la propagande auprès du paysan en faveur du plan ouvrier est la tâche la plus urgente de l'heure.

Les revendications démocratiques

En même temps que l'agitation pour le plan, les revendications **démocratiques** doivent être mises en avant par les ouvriers. Libre parution de la presse ouvrière, légalité des partis ouvriers, libération des emprisonnés ou internés ouvriers, droit de réunion, suppression des enregistrements de toute sorte : juifs, étudiants, etc...

Égalité juridique de la femme : les femmes ont montré dans les usines qu'elles étaient aussi capables que l'homme pour assurer la marche de la production. A bas le statut de la femme mariée, place aux femmes travailleuses. A bas les camps de jeunesse : les jeunes veulent apprendre un métier dans les écoles professionnelles, les jeunes veulent du travail : place aux jeunes ! Allocation de chômage pour les chômeurs intellectuels.

Le pouvoir ouvrier et paysan

On ne peut concevoir les « tâches immédiates » que comme menant et aboutissant à la prise du pouvoir. C'est le **pouvoir** qui décide des rapports dans la société. Face au pouvoir bourgeois, sa police, son armée mercenaire, son administration corrompue, ses politiciens abjects, les ouvriers et paysans opposent leur propre pouvoir : le **gouvernement ouvrier et paysan**. Qu'est-ce qu'un gouvernement ouvrier et paysan ?

En organisant leurs **comités**, en réalisant l'armement du prolétariat, les ouvriers, soutenus par les paysans se dressent contre l'ancien appareil d'État pour réaliser la **dictature du prolétariat**. Le gouvernement ouvrier et paysan, c'est le peuple gouverné par lui-même.

«...Mais le Front Populaire nous a déjà montré l'incapacité du gouvernement ouvrier et paysan ». Le gouvernement de Front Populaire était un gouvernement **bourgeois**. Il s'appuyait sur l'appareil d'État de la bourgeoisie « la police avec nous ». Un gouvernement ouvrier et paysan arme les ouvriers et désarme la police.

En ce moment, beaucoup d'ouvriers pensent que « Thorez au pouvoir » c'est la réalisation d'un tel gouvernement. En son temps la Quatrième Internationale dénonçait aux masses Thorez, qui, au lieu de prendre le pouvoir en chassant les radicaux et en s'appuyant sur les comités d'usines, syndicats, et en armant les ouvriers, a préféré soutenir « sans éclipse » les bourgeois, ministres du Front Populaire. Toutefois, si aujourd'hui, la classe ouvrière s'opposant au pouvoir bourgeois, accorde sa confiance à Thorez, la Quatrième Internationale est prête à **soutenir un tel gouvernement dans chaque acte par lequel il s'opposera à la bourgeoisie et s'engage à le défendre**, dans la mesure de ses forces, **contre la réaction**. En faisant leur expérience, les masses décideront elles-mêmes la voie à suivre. La Quatrième

Internationale aussi, se mettant à l'école des masses, trouvera finalement la voie vers ces dernières.

Le parti révolutionnaire

La victoire de l'impérialisme fasciste allemand sur l'impérialisme « démocratique » français, la prostration générale où sont tombés les peuples d'Europe, la révolution prolétarienne qui semble sinon définitivement anéantie, du moins ajournée pour des dizaines d'années, tout cela a rejeté les politiciens petit-bourgeois dans le camp fasciste et, sous une forme ou sous une autre, ils essaient de maintenir les masses dans la prostration. Que ce soit un Déat, pacifiste d'occasion, ou un paysan, pacifiste « vrai », ils travaillent tous pour ôter aux masses tout espoir de changement autrement que par la volonté « éclairée » des nouveaux maîtres de l'Europe.

Avec leur aide, les dictateurs poursuivent leurs buts impérialistes : les pays conquis sont ruinés, des populations sont déportées, la police devient le seul moyen de gouvernement. En quelques mots, le bourreau du Maroc, Peyrouton, résume ce système : « Il faut souffrir dignement ». Ce ne sont cependant que les premières conséquences de la guerre impérialiste. La chute économique, culturelle, scientifique de la société se poursuit à un rythme accéléré au fur et à mesure que s'étend la lutte capitaliste pour le repartage du monde. Les peuples ont-ils un moyen pour s'arrêter sur la pente ? Car de ce moyen dépend l'avenir même de l'humanité.

En 1938, le **Programme de Transition** de la Quatrième Internationale tirait le signal d'alarme : « *Sans révolution sociale, et cela dans la prochaine période historique, toute la civilisation de l'humanité est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire* ».

Le stade impérialiste du capitalisme a produit toutes les conditions **objectives** nécessaires au prolétariat pour pouvoir s'emparer avec succès du pouvoir et procéder à la transformation socialiste de la société : la production est devenue essentiellement sociale, la concentration des industries, dans les branches les plus importantes, a atteint un degré mondial ; tandis que la bourgeoisie est devenue superflue, les masses ont appris à faire tourner le mécanisme compliqué de la production moderne. Il n'a manqué aux ouvriers – sauf en Russie en 1917 – que le facteur subjectif, c'est-à-dire la capacité politique à **renverser** la bourgeoisie, capacité qui s'exprime dans le **parti révolutionnaire du prolétariat**. C'est à la création de ce parti qu'ont tendu tous les efforts du courant de la Quatrième Internationale depuis que l'échec du Parti communiste allemand devant Hitler a démontré définitivement que la Troisième Internationale n'existait plus en tant que parti révolutionnaire.

La Quatrième Internationale

La Quatrième Internationale est née et a grandi en s'opposant à la politique de Staline, qui a entraîné l'URSS sur des voies étrangères au léninisme, et la Troisième Internationale sur les voies de la défaite. C'est pourquoi son activité ne rencontra pas l'adhésion spontanée des ouvriers : ils identifiaient et identifient encore l'Union soviétique et Staline. Celui-ci sut habilement présenter ses adversaires, les « trotskystes », comme les ennemis de l'URSS. En contrepartie, la nécessité de combattre idéologiquement la dégénérescence monstrueuse du marxisme que représente le stalinisme, a donné au **programme** de la Quatrième Internationale une force théorique jamais atteinte auparavant par les précédentes Internationales. Et si les idées deviennent une force matérielle quand elles s'emparent des masses (Marx), les idées de la Quatrième Internationale constitueront prochainement le moyen incomparable pour arrêter l'humanité sur la pente de la déchéance et ouvrir la voie au relèvement socialiste.

Une objection peut nous être faite : « Mais pour que les idées s'emparent des masses il faut des cadres

suffisants numériquement ; la Quatrième Internationale n'en a pas un nombre suffisant et ses militants maintes fois divisés affaiblissent encore son action pratique ».

La composition des différents groupes qui se réclament de la IVème Internationale se vérifiera par la sélection révolutionnaire. Mais le sort du **mouvement** de la IVème Internationale ne dépend pas du sort des militants qui y ont appartenu ou s'en proclament les « représentants ». Il dépend de la mise en application réelle de ses idées dans les problèmes de lutte prolétarienne. Si les militants ouvriers les plus avancés ne veulent pas capituler devant le fascisme, ni suivre impuissants la diplomatie stalinienne, ils seront obligés de se mettre à l'école des idées de la Quatrième Internationale.

Pour nous qui écrivons ces lignes, l'avenir de la IVème Internationale en France est lié à la pénétration de ses idées parmi les militants communistes qui n'ont pas encore rompu avec Staline. Ceux-ci n'ont pas besoin pour se transformer en militants de la Quatrième Internationale, de changer de fond en comble : il leur suffit de prendre conscience du rôle politique joué par Staline, pour fournir à la Quatrième Internationale des cadres dont la psychologie soit véritablement communiste. Bien entendu, **nous parlons du militant du rang.**

A celui-ci nous nous adressons non pas comme des professeurs de révolutionnarisme, mais comme des camarades de combat en lutte contre l'ennemi capitaliste commun. Nous lui disons : « Il y aura en France un Parti révolutionnaire de la IVème Internationale seulement quand des centaines et des milliers d'entre vous se regrouperont sur le programme marxiste de Lénine et de Trotsky ». Nous nous adressons particulièrement aux jeunes : *« Quand s'use un programme ou une organisation, s'use aussi la génération qui les a portés sur les épaules. La rénovation du mouvement se fait par la jeunesse, libre de toute responsabilité pour le passé. La Quatrième Internationale prête une attention exceptionnelle à la jeune génération du prolétariat. Par toute sa politique, elle s'efforce d'inspirer à la jeunesse confiance dans ses propres forces et dans son avenir. Seuls l'enthousiasme frais et l'esprit offensif de la jeunesse peuvent assurer les premiers succès de la lutte ; seuls ces succès feront revenir dans la voie de la révolution les meilleurs éléments de la vieille génération. Il en fut toujours ainsi, il en sera ainsi ».*

« Comme successeurs de la grande tradition dont le « Manifeste du Parti Communiste » (1847) est le chaînon le plus précieux, la Quatrième Internationale éduque de nouveaux cadres pour résoudre les anciennes tâches. La théorie est la réalité généralisée. Dans une attitude honnête envers la théorie révolutionnaire s'exprime la volonté passionnée de refondre la structure de la réalité sociale... La pensée marxiste n'est vivante aujourd'hui que sous le drapeau de la Quatrième Internationale. L'avenir lui appartient. Au centenaire du Manifeste communiste, la Quatrième Internationale sera la force révolutionnaire déterminante sur notre planète ».

Novembre 1940